

Medicrea International

Exercice clos le 31 décembre 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

ODICEO
115, boulevard Stalingrad
B.P. 52038
69616 Villeurbanne Cedex
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Medicrea International

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Medicrea International, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 6 et 12 de l'annexe exposent les règles d'évaluation, de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des impôts différés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes annuels, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 29 avril 2015

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO



Alain Hayen

ERNST & YOUNG et Autres



Lionel Denjean

1. ACTIVITE

Le Groupe MEDICREA est spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation de technologies propriétaires innovantes destinées exclusivement à la chirurgie de la colonne vertébrale. Il dispose d'une gamme étendue d'implants du rachis conçue pour traiter toutes les pathologies de la colonne, des cervicales aux vertèbres lombaires, composée notamment des produits suivants :

- des tiges d'ostéosynthèse UNiD® produites sur-mesure pour chaque patient, offre particulièrement innovante et unique à ce jour sur le marché ;
- d'un système de stabilisation et de fixation thoraco-lombaire, PASSLP®, complété par des innovations lancées récemment : PASSMIS®, LIGAPASS® et PASSOCT® ;
- des cages intersomatiques ;
- des agrafes compressives JAWS®, pour la fixation cervicale et lombaire ;
- d'une prothèse de disque cervical, GRANVIA®C, ainsi qu'une version lombaire en cours de développement.

Le Groupe distribue ses produits dans plus de 25 pays au travers d'un réseau de distribution externe constitué de sociétés et d'agents de distribution indépendants exclusifs. Dans le cadre d'une stratégie globale dont le but est de maîtriser les processus de distribution, renforcer l'impact des messages techniques et marketing véhiculés et capter une part toujours plus importante de la marge brute, le Groupe s'appuie sur trois filiales de commercialisation pour les marchés prioritaires que sont les Etats-Unis (avec MEDICREA USA à New York), la France (avec MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE à Neyron) et le Royaume-Uni (avec MEDICREA TECHNOLOGIES UK à Cambridge). Une quatrième filiale est en cours de constitution en Allemagne, pour prendre position sur le plus grand marché d'Europe.

MEDICREA INTERNATIONAL, société mère, et MEDICREA TECHNOLOGIES, filiale de production basée à La Rochelle, complètent la structure du Groupe.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice sont détaillés ci-dessous :

2.1 Marché et environnement

L'année 2014 s'est caractérisée par :

- Une pression continue sur les prix de la part des hôpitaux, sur les conditions de remboursement de la part des organismes de sécurité sociale et mutuelles et sur les conditions d'accès au marché des dispositifs médicaux de la part des autorités de santé. La baisse des prix en France s'est poursuivie mais a été limitée à -1% à compter du 1^{er} octobre.
- Une reprise des opérations financières avec des acquisitions de grande envergure et des introductions en Bourse. Medtronic a ainsi racheté Covidien pour 34 milliards d'euros, Zimmer a acquis Biomet pour 11 milliards d'euros, K2M a fait son entrée au NASDAQ en levant 100 millions d'euros et Integra Life Sciences a filialisé la partie 'colonne vertébrale' de son activité en vue d'une introduction en bourse sur 2015

2.2 Résultat et performance

Le chiffre d'affaires 2014 progresse de 6% après une nette reprise de la croissance des ventes au 2^{ème} semestre (+12% par rapport au 2^{ème} semestre 2013), et le déblocage des problèmes douaniers au Brésil qui perduraient depuis plus d'un an. Le Groupe réalise désormais 60% de ses ventes aux Etats-Unis, sur un marché prioritaire, et accroît de 30% sa part de marché en France.

Le Groupe a généré en 2014 une marge brute de 19,6 millions d'euros, soit un montant additionnel de 1,3 millions d'euros par rapport à 2013, grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires et l'amélioration du taux de marge désormais supérieur à 81%. Concomitamment, le Groupe s'est engagé dans une phase très offensive de développement en utilisant la totalité de cette ressource additionnelle générée par l'activité pour :

- Renforcer la structure commerciale aux Etats-Unis, déployer de nouvelles équipes de ventes à l'international et étoffer le département Recherche & Développement avec l'embauche d'ingénieurs spécialisés dans les nouvelles technologies notamment d'impression 3D. Au total 18 personnes ont été recrutées en 2014
- Obtenir le marquage CE et l'homologation FDA, développer les outils logiciels et industriels pour le lancement des tiges sur-mesure UNiD®
- Adapter les structures organisationnelles à de nouvelles ambitions avec le renforcement des moyens et des équipes dédiés aux systèmes d'information.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel 2014 est négatif de 0,2 million d'euros, alors qu'il avait été largement positif lors de l'exercice précédent.

2.3 Produits

Le Groupe est devenu pionnier et leader mondial dans la fabrication d'implants sur-mesure pour la chirurgie personnalisée de la colonne vertébrale, avec la mise au point d'un process complet intégrant l'analyse logicielle de chaque patient, la planification préparatoire de la stratégie chirurgicale et la réalisation de tiges d'ostéosynthèse du rachis sur-mesure (tige UNiD®), et de cages d'ostéosynthèse intersomatiques lombaires (cage UNiD® ALIF) produites sur-mesure par une imprimante 3D.

Les principaux évènements suivants ont émaillé l'année 2014 :

- Juin 2014 : première implantation mondiale sur un patient français, d'une cage d'ostéosynthèse intersomatique lombaire produite sur-mesure en PEKK par une imprimante 3D.
- Septembre 2014 : homologation FDA de la plateforme SURGIMAP™ 2.0 qui comprend le plug-in UNiD permettant de planifier et commander des tiges sur-mesure.
- Novembre 2014 : homologation FDA de UNiD, première tige d'ostéosynthèse sur-mesure au monde.

MEDICREA a également obtenu l'homologation FDA pour l'agrafe cervicale compressive K-JAWS® et le marquage CE de nombreux composants, notamment au sein de la plateforme technologique PASSLP®, et lancé la plaque antérieure lombaire STABOLT® et la cage lombaire DLIF. L'agrafe X-JAWS® et la cage antérieure ALIF S/A® ont fait l'objet d'un pré-lancement commercial sur le marché français.

2.4 Recherche et développement

Le Groupe poursuit son programme ambitieux de recherche et développement en se concentrant sur le développement de produits destinés aux chirurgies complexes de la colonne vertébrale et sur la mise à disposition d'implants spécifiques patients, produits sur-mesure grâce à des technologies de fabrication très innovantes.

L'étude clinique multicentrique européenne GRANVIA®C et l'étude clinique internationale PASSLP® des déformations de l'adulte se sont poursuivies en 2014.

2.5 Organisation

Le Groupe a renforcé ses équipes et adapté son organisation en embauchant 18 personnes. De nouveaux commerciaux ont notamment été recrutés, une cellule dédiée aux procédés innovants a été mise en place et la Direction des systèmes d'information s'est structurée avec pour objectif majeur la mise en place d'un ERP.

MEDICREA INTERNATIONAL a porté sa participation à 100% dans sa filiale MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE par acquisition de 30% du capital antérieurement détenu par un associé minoritaire.

2.6 Financement

Des emprunts moyen terme ont été mis en place en 2014 pour un montant de 3 millions d'euros. Ils visent à renforcer la structure financière et à financer le besoin en fonds de roulement, les frais de recherche et développement et la mise en place du nouveau système d'informations.

Des équipements industriels ont par ailleurs été acquis par voie de location-financement, notamment une machine d'impression 3D, pour environ 1 million d'euros.

3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

3.1 BILAN CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2014	Total IFRS 31.12.2013
Ecarts d'acquisition	6.1	2 633 541	2 419 861
Immobilisations incorporelles	6.6	3 970 394	3 649 787
Immobilisations corporelles	6.6	5 481 290	3 474 099
Immobilisations financières	6.6	418 701	349 312
Impôts différés	12.2	602 597	233 332
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		13 106 523	10 126 391
Stocks et en-cours	7	6 331 266	5 101 747
Clients et comptes rattachés	8	4 381 333	3 383 573
Autres actifs courants	8	2 302 642	1 446 718
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.1.2	1 181 506	1 839 129
TOTAL ACTIFS COURANTS		14 196 747	11 771 167
TOTAL ACTIF		27 303 270	21 897 558

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2014	Total IFRS 31.12.2013
Capital	14	1 357 025	1 355 121
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14	34 353 357	34 302 066
Réserves consolidées	14	(22 065 987)	(23 047 124)
Résultat Groupe de l'exercice	14	(1 022 923)	470 675
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		12 621 472	13 080 738
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES		-	(140 607)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		12 621 472	12 940 131
Avances conditionnées	10.1.2	455 000	573 612
Provisions non courantes	9	336 485	232 554
Impôts différés	12.2	715 371	218 373
Dettes financières long terme	10.1.1	3 921 022	2 394 942
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		5 427 878	3 419 481
Provisions courantes	9	11 126	99 193
Dettes financières court terme	10.1.1	3 048 845	1 572 625
Autres passifs financiers courants		25 102	1 156
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	4 180 347	2 276 246
Autres passifs courants	11	1 988 500	1 588 726
TOTAL PASSIFS COURANTS		9 253 920	5 537 946
TOTAL PASSIF		27 303 270	21 897 558

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2014	Total IFRS 31.12.2013
Chiffre d'affaires	4.1	24 204 255	22 856 222
Coût des ventes	4.2	(4 562 692)	(4 568 667)
Marge brute		19 641 563	18 287 555
Frais de recherche et développement		(1 379 692)	(1 266 785)
Frais de commercialisation		(10 807 749)	(8 790 876)
Commissions sur ventes		(2 591 696)	(2 374 176)
Frais administratifs		(4 993 452)	(4 324 308)
Autres produits et charges opérationnels	4.5	(71 970)	(171)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(202 996)	1 531 239
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(79 422)	(92 304)
Résultat opérationnel après paiements en actions		(282 418)	1 438 935
Coût de l'endettement financier net	10.4	(188 182)	(171 213)
Autres (charges) / produits financiers	10.4	(229 576)	20 157
(Charges) / produits d'impôts	12.1	(349 713)	(894 627)
Résultat net consolidé		(1 049 889)	393 252
Résultat Groupe		(1 022 923)	470 675
Résultat hors Groupe		(26 966)	(77 423)
RESULTAT NET PAR ACTION	14.2	(0,12)	0,06
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION	14.2	(0,12)	0,05

Résultat net par action et résultat net dilué par action calculés à partir du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En Euros	Total IFRS 31.12.2014	Total IFRS 31.12.2013
RESULTAT NET CONSOLIDE	(1 049 889)	393 252
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 504 610	2 372 683
Provisions pour dépréciation	(200 547)	148 919
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	449 654	314 575
Charges de personnel liées aux actions	79 422	92 304
Variation d'impôts différés	127 733	793 300
Impôts sur le résultat	(537 689)	(464 282)
Coût de l'endettement financier net	188 182	171 213
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 561 476	3 821 964
Variation des stocks et en cours	(1 004 250)	(16 053)
Variation des créances clients	(1 006 618)	(278 000)
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	1 904 101	24 114
Variation des autres créances et autres dettes	332 074	619 384
TRESORERIE PROVENANT DU BFR	225 307	349 445
Impôts versés / remboursements d'impôts	(250 535)	(51 212)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 536 248	4 120 197
Acquisitions d'immobilisations	(5 061 716)	(2 917 726)
Cessions d'immobilisations	120	32 583
Incidences des variations de périmètre	(46 106)	-
Subventions reçues / (reversées)	(118 612)	(127 000)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(5 226 314)	(3 012 143)
Augmentation de capital	154 474	1 840
Emission d'emprunts	4 053 041	967 785
Remboursement d'emprunts	(1 357 625)	(1 219 891)
Intérêts versés	(152 178)	(114 526)
Autres variations	84 403	(87 498)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	2 782 115	(452 290)
Ecart de conversion relatif aux liquidités	(58 642)	7 523
Autres variations	98 547	(256 583)
VARIATION DE TRESORERIE	(868 046)	406 704
Trésorerie passive à l'ouverture	1 501 422	1 094 718
Trésorerie passive à la clôture	633 376	1 501 422
Trésorerie active à l'ouverture	1 839 129	1 446 102
Trésorerie active à la clôture	1 181 506	1 839 129
VARIATION DE TRESORERIE ACTIVE	(657 623)	393 027
Trésorerie passive à l'ouverture	(337 707)	(351 384)
Trésorerie passive à la clôture	(548 130)	(337 707)
VARIATION DE TRESORERIE PASSIVE	(210 423)	13 677
VARIATION DE TRESORERIE	(868 046)	406 704

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux Propres Consolidés
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2012	8 458 005	1 353 281	11 454 955	12 808 236	(63 182)	12 745 054
Augmentation de capital	11 500	1 840	(1 840)	-	-	-
Résultat global de l'exercice 2013	-	-	180 206	180 206	(77 423)	102 783
Stocks options et actions gratuites	-	-	92 304	92 304	-	92 304
Autres variations	-	-	(8)	(8)	(2)	(10)
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2013	8 469 505	1 355 121	11 725 617	13 080 738	(140 607)	12 940 131
Augmentation de capital	11 900	1 904	49 403	51 307	-	51 307
Résultat global de l'exercice 2014	-	-	(340 266)	(340 266)	(26 966)	(367 232)
Stocks options et actions gratuites	-	-	79 422	79 422	-	79 422
Autres variations	-	-	(249 729)	(249 729)	167 573	(82 156)
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2014	8 481 405	1 357 025	11 264 447	12 621 472	-	12 621 472

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.5 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En Euros	Total IFRS 31.12.2014	Total IFRS 31.12.2013
Résultat Groupe	(1 022 923)	470 675
Ecart de conversion	682 657	(290 469)
Résultat global total part du Groupe	(340 266)	180 206
Résultat hors Groupe	(26 966)	(77 423)
Résultat global total	(367 232)	102 783

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.6 NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext d'EnterNext Paris, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 avril 2015.

Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2014 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Interpretation Committee).

Les comptes annuels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme en générant une capacité d'autofinancement positive.

1.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014

L'IASB a publié les normes suivantes sur la consolidation :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée : « États financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée : « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- amendements à IFRS 10, 11 et 12 « Dispositions transitoires » ;
- amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement ».

L'application de ces normes, amendements et interprétations aux comptes consolidés du Groupe, n'a pas d'incidence significative.

1.3 Autres normes, amendements et interprétations

L'IASB a également publié les amendements suivants :

- amendements à IAS 32 « Instruments financiers : présentation – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » ;
- amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- amendements à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

Ces amendements n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

1.4 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2014 et non anticipés par le Groupe

L'Union européenne a adopté, le 14 juin 2014, l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes ». Cette interprétation est obligatoire aux exercices ouverts, à compter du 17 juin 2014, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 2015 pour le Groupe MEDICREA dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

1.5 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB non encore adoptés par l'Union européenne

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres normes, interprétations et amendements, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers des prochains exercices.

NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 31 décembre 2014.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

2.2 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK ;
- MEDICREA USA ;
- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2014 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA TECHNOLOGIES	La Rochelle, FR	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	Swaffam Bulbeck, GB	100 %	100 %
MEDICREA USA	New-York, USA	100 %	100 %
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	Neyron, FR	100 %	100 %

En juin 2014, MEDICREA INTERNATIONAL a porté à 100 % sa participation dans MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE (70 % au 31 décembre 2013).

2.3 Méthode de conversion

2.3.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés dans la monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond, en général, à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».

Au 31 décembre 2014, la variation du montant des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres part du Groupe s'analysent par devise de la façon suivante :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013
Dollar US	603 700	(276 999)
Livre Sterling	78 957	(13 470)
Total	682 657	(290 469)

2.3.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat en résultat financier.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion et de l'élimination d'opérations ou créances et dettes intra-Groupe exprimées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la société concernée sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intra-Groupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital ; ils sont dans ce cas inscrits dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».

2.4 Recours à des estimations de la direction

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements très rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2014, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels (y compris brevets et écarts d'acquisition) est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

Au 31 décembre 2014, aucun changement d'estimation ayant un effet significatif sur la période n'est à signaler.

NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France;
- Etats-Unis ;
- Royaume-Uni ;
- Reste du monde.

3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
France	3 862 765	3 937 978	4 028 000
Etats-Unis	13 995 488	12 306 533	10 122 651
Royaume-Uni	1 163 251	1 378 951	1 295 337
Reste du monde	5 182 751	5 232 760	5 233 828
<i>dont Europe</i>	<i>2 738 360</i>	<i>1 472 387</i>	<i>1 399 036</i>
<i>dont Amérique du Sud</i>	<i>1 412 172</i>	<i>2 063 393</i>	<i>2 397 891</i>
<i>dont Asie</i>	<i>892 179</i>	<i>1 192 950</i>	<i>990 401</i>
<i>dont Océanie</i>	<i>97 877</i>	<i>193 126</i>	<i>77 185</i>
<i>dont Moyen Orient et Afrique</i>	<i>42 163</i>	<i>310 904</i>	<i>369 315</i>
Total	24 204 255	22 856 222	20 679 816

3.2 Compte de résultat sectoriel 2014

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Chiffre d'affaires	3 862 765	13 995 488	1 163 251	5 182 751	24 204 255
Coût des ventes	(918 722)	(1 061 114)	(163 468)	(2 419 388)	(4 562 692)
Marge brute	2 944 043	12 934 374	999 783	2 763 363	19 641 563
Frais de recherche et développement	(1 229 146)	(150 546)	-	-	(1 379 692)
Frais de commercialisation	(3 568 746)	(5 464 175)	(784 336)	(990 492)	(10 807 749)
Commissions sur ventes	68 684	(2 660 380)	-	-	(2 591 696)
Frais administratifs	(3 523 604)	(1 216 521)	(217 858)	(35 469)	(4 993 452)
Autres produits et charges opérationnels	(71 970)	-	-	-	(71 970)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 380 739)	3 442 752	(2 411)	1 737 402	(202 996)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(5 334)	(74 088)	-	-	(79 422)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 386 073)	3 368 664	(2 411)	1 737 402	(282 418)
Coût de l'endettement financier net	(219 546)	23 452	6 913	999	(188 182)
Autres (charges) / produits financiers	186 943	21 026	(2 162)	(435 383)	(229 576)
(Charges) / produits d'impôts	(75 965)	(366 438)	1 526	91 164	(349 713)
Résultat net consolidé	(5 494 641)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 049 889)
Résultat Groupe	(5 467 675)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 022 923)
Résultat hors Groupe	(26 966)	-	-	-	(26 966)

3.3 Compte de résultat sectoriel 2013

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2013
Chiffre d'affaires	3 937 978	12 306 533	1 378 951	5 232 760	22 856 222
Coût des ventes	(945 765)	(915 219)	(167 153)	(2 540 530)	(4 568 667)
Marge brute	2 992 213	11 391 314	1 211 798	2 692 230	18 287 555
Frais de recherche et développement	(1 164 524)	(102 261)	-	-	(1 266 785)
Frais de commercialisation	(2 882 988)	(4 581 486)	(707 641)	(618 761)	(8 790 876)
Commissions sur ventes	(6 849)	(2 344 077)	-	(23 250)	(2 374 176)
Frais administratifs	(3 071 955)	(1 004 570)	(200 376)	(47 411)	(4 324 308)
Autres produits et charges opérationnels	(167)	-	-	-	(171)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(4 134 270)	3 358 920	303 781	2 002 808	1 531 239
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(31 787)	(59 051)	(1 466)	-	(92 304)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(4 166 057)	3 299 869	302 315	2 002 808	1 438 935
Coût de l'endettement financier net	(184 361)	14 236	(1 088)	-	(171 213)
Autres (charges) / produits financiers	20 302	(145)	-	-	20 157
(Charges) / produits d'impôts	(148 636)	(689 613)	(56 378)	-	(894 627)
Résultat net consolidé	(4 478 752)	2 624 347	244 849	2 002 808	393 252
Résultat Groupe	(4 401 329)	2 624 347	244 849	2 002 808	470 675
Résultat hors Groupe	(77 423)	-	-	-	(77 423)

Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le

secteur « France et Europe Francophone », sans réallocation analytique aux autres zones géographiques.

3.4 Bilan sectoriel 2014

Rubriques	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Ecarts d'acquisition	2 633 541	-	-	-	2 633 541
Immobilisations incorporelles	3 848 307	121 997	90	-	3 970 394
Immobilisations corporelles	3 460 921	1 569 863	213 910	236 596	5 481 290
Immobilisations financières	297 905	120 796	-	-	418 701
Impôts différés	648 966	(221 821)	175 452	-	602 597
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	10 889 640	1 590 835	389 452	236 596	13 106 523
Stocks et en-cours	5 293 199	853 001	185 066	-	6 331 266
Clients et comptes rattachés	1 084 857	2 347 757	238 655	710 064	4 381 333
Autres actifs courants	2 091 166	182 163	29 313	-	2 302 642
Trésorerie et équivalents de trésorerie	950 029	42 451	189 026	-	1 181 506
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	9 419 251	3 425 372	642 060	710 064	14 196 747
TOTAL ACTIF	20 308 891	5 016 207	1 031 512	946 660	27 303 270
Rubriques	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Capital	1 357 025	-	-	-	1 357 025
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 353 357	-	-	-	34 353 357
Réserves consolidées	(23 337 437)	1 010 827	856 464	(595 841)	(22 065 987)
Résultat Groupe de l'exercice	(5 467 675)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 022 923)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	6 905 270	4 057 531	860 330	798 341	12 621 472
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 905 270	4 057 531	860 330	798 341	12 621 472
Avances conditionnées	455 000	-	-	-	455 000
Provisions non courantes	347 611	-	-	-	347 611
Impôts différés	715 371	-	-	-	715 371
Dettes financières long terme	3 921 022	-	-	-	3 921 022
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	5 439 004	-	-	-	5 439 004
Autres passifs financiers courants	3 048 845	-	-	-	3 048 845
Dettes financières court terme	25 102	-	-	-	25 102
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 140 081	805 980	89 908	144 378	4 180 347
Autres passifs courants	1 750 589	152 696	81 274	3 941	1 988 500
TOTAL PASSIFS COURANTS	7 964 617	958 676	171 182	148 319	9 242 794
TOTAL PASSIF	20 308 891	5 016 207	1 031 512	946 660	27 303 270

3.5 Bilan sectoriel 2013

Rubriques	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2013
Ecarts d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 607 473	41 479	835	-	3 649 787
Immobilisations corporelles	2 056 735	907 575	240 612	269 177	3 474 099
Immobilisations financières	270 526	78 786	-	-	349 312
Impôts différés	(71 971)	124 847	180 456	-	233 332
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8 282 624	1 152 687	421 903	269 177	10 126 391
Stocks et en-cours	4 237 448	644 736	219 563	-	5 101 747
Clients et comptes rattachés	761 082	1 437 870	210 499	974 122	3 383 573
Autres actifs courants	1 291 759	138 710	16 249	-	1 446 718
Autres actifs financiers courants	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 264 734	278 121	296 274	-	1 839 129
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	7 555 023	2 499 437	742 585	974 122	11 771 167
TOTAL ACTIF	15 837 647	3 652 124	1 164 488	1 243 299	21 897 558
Rubriques	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2013
Capital	1 355 121	-	-	-	1 355 121
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 302 066	-	-	-	34 302 066
Réserves consolidées	(23 224 663)	350 037	698 747	(871 245)	(23 047 124)
Résultat Groupe de l'exercice	(4 401 329)	2 624 347	244 849	2 002 808	470 675
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	8 031 195	2 974 384	943 596	1 131 563	13 080 738
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	(140 607)	-	-	-	(140 607)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	7 890 588	2 974 384	943 596	1 131 563	12 940 131
Avances conditionnées	573 612	-	-	-	573 612
Provisions non courantes	232 554	-	-	-	232 554
Impôts différés	218 373	-	-	-	218 373
Dettes financières long terme	2 394 942	-	-	-	2 394 942
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 419 481	-	-	-	3 419 481
Provisions courantes	99 193	-	-	-	99 193
Dettes financières court terme	1 572 625	-	-	-	1 572 625
Autres passifs financiers courants	1 156	-	-	-	1 156
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 666 684	438 276	92 048	79 238	2 276 246
Autres passifs courants	1 187 920	239 464	128 844	32 498	1 588 726
TOTAL PASSIFS COURANTS	4 527 578	677 740	220 892	111 736	5 537 946
TOTAL PASSIF	15 837 647	3 652 124	1 164 488	1 243 299	21 897 558

NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

4.1 Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe ;
- leur montant peut être estimé de façon fiable ;
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas spécifiques, lorsque le Groupe livre directement certains établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

4.2 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Droits de propriété industrielle et commerciale	290 467	277 271	260 682
Autres immobilisations incorporelles	925 277	869 608	751 706
Constructions	1 722	361	22
Installations techniques, matériel et outillage	1 012 884	1 082 829	1 206 877
Autres immobilisations corporelles	274 260	142 614	167 441
Total	2 504 610	2 372 683	2 386 728

Dépréciations	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Installations techniques, matériel et outillage	-	(11 000)	11 000
Stocks	(225 269)	436 242	(170 544)
Clients	8 858	(96 417)	2 322
Total	(216 411)	328 825	(157 222)

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Coûts des ventes	225 973	191 306	188 934
Frais de recherche et développement et brevets	1 213 760	1 137 965	986 258
Frais de commercialisation	817 511	784 199	929 503
Frais administratifs	247 366	259 213	293 033
Total	2 504 610	2 372 683	2 397 728

4.3 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales sont enregistrées en produits d'exploitation.

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments constitutifs du résultat qui, en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence, ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités et du résultat opérationnel courants.

Ce poste est principalement composé des dotations et reprises de provisions comptabilisées dans le cadre de litiges salariaux et des frais d'avocats afférents, des plus et moins-values de cessions d'immobilisations, ainsi que du résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales.

4.5 Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel avant paiement en actions. Il comprend le résultat des activités courantes ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectif

L'effectif par collègue et par zone géographique se répartit comme suit :

	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Cadres	67	58	42
Agents de maîtrise - Employés	61	51	55
Total	128	109	97
<i>dont France</i>	<i>90</i>	<i>74</i>	<i>70</i>
<i>dont Royaume Uni</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>6</i>
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>33</i>	<i>28</i>	<i>21</i>

5.2 Régime de retraites et avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leurs sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Avant l'entrée en application d'IAS 19 R, le Groupe avait opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts

actuariels. Ainsi, les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 et au 1^{er} janvier 2014 n'ont pas été ajustés compte tenu de l'absence d'impact sur les comptes de l'application d'IAS 19 R.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Dans le cas d'avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels générés sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.

Les coûts des services passés, résultant de l'adoption d'un nouveau régime ou de la modification d'un régime existant à prestations définies, sont immédiatement comptabilisés en résultat. La charge comprend :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés ainsi que les éventuels effets de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
- la charge nette d'intérêts sur les obligations et les actifs de couverture comptabilisée en résultat financier.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE ainsi que MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/ Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif non courant. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement ;
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 45 % pour les cadres et 44 % pour les non cadres ;
- taux de revalorisation des salaires : 2 % ;
- mode de départ : à l'initiative du salarié ;
- table de mortalité : INSEE TD/TV 2009-2011 par sexe ;
- mobilité annuelle : en fonction du collège (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans ;
- taux d'actualisation : 1,90 %, basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros à la date de l'évaluation, en application de la recommandation du CNC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2014 s'élève à 347 611 euros, comparé à 232 554 euros au 31 décembre 2013. Les variations s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014
Dette actuarielle au 31.12.2013	232 554
<i>Coût des services en résultat opérationnel</i>	40 325
<i>Coût financier net</i>	7 558
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	47 883
Ecarts actuariels	67 174
Dette actuarielle au 31.12.2014	347 611

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

5.3 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

5.4 Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard. Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur deux ans hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de quatre ans.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

5.4.1 Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012 et du 25 juin 2014 ont délégué au Conseil d'Administration l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et l'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013 et 27 mars 2014 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

▪ Options de souscription

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05.06.08	25.06.09	17.12.09	17.06.10	16.06.11	17.12.13	27.03.14
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500	10 000	30 000
Prix de souscription	6 €	6,16 € /6,56 €* /6,28 €* /11,44 €* /11,44 €* /11,44 €* /11,44 €*	6,32 €	6,14 €	9,10 €	8,77 €	9,10 €
Période d'acquisition des droits	0-2 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽²⁾	0-2 ans ⁽²⁾	1-3 ans ⁽³⁾	1-3 ans ⁽⁴⁾	1-3 ans ⁽⁵⁾	1-3 ans ⁽⁶⁾
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

* Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

(1) Les options sont intégralement exerçables depuis le 05 juin 2010

(2) Les options sont intégralement exerçables depuis 23 juillet 2012

(3) Les options sont intégralement exerçables depuis le 15 juillet 2013

(4) Les options sont intégralement exerçables depuis 16 juillet 2014

(5) Un tiers des options seront exerçables à compter du 17 janvier 2015, un tiers le seront dès le 17 janvier 2016 et un tiers dès le 17 janvier 2017

(6) Un tiers des options seront exerçables à compter du 28 avril 2015, un tiers le seront dès le 28 avril 2016 et un tiers dès le 28 avril 2017.

L'exercice des options est subordonné à la présence du salarié dans le Groupe à la date d'exercice. Sur les 387 715 options totales attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis la mise en place des premiers plans, 132 356 d'entre elles sont caduques au 31 décembre 2014. Par ailleurs, au cours de l'exercice 2014, 15 147 options ont été exercées. Le nombre d'options exerçables au 31 décembre 2014 est donc de 240 212.

▪ Actions gratuites

113 284 actions ont été attribuées depuis 2008. Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains. Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2014, le nombre d'actions gratuites attribuées aux salariés s'élève à 94 284, après annulation de 19 000 actions.

5.4.2 Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2014 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.13	228 359	3,53	6,89	11 800	0,46	0,46
- attribuées	30 000	5,24	9,10	-	-	-
- annulées	3 000	0,26	6,64	-	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (2)	15 147	2,32	6,11	(1) 11 800	0,46	0,46
Solde au 31.12.14	240 212	2,89	7,21	-	-	-

(1) correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés américains et anglais en 2010

(2) 15 147 stocks options ont été exercés au 31 décembre 2014. La constatation de l'augmentation de capital correspondante n'a pas encore été réalisée.

Pour l'exercice 2013, ces opérations se résument comme suit :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.12	304 482	4,47	6,90	32 300	0,84	1,07
- attribuées	10 000	6,96	8,77	-	-	-
- annulées	86 133	4,20	7,17	9 000	-	1,02
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (1)	-	-	-	11 500	0,84	1,07
Solde au 31.12.13	228 359	3,53	6,89	11 800	0,46	0,46

(1) correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés américains et anglais en 2009 (8 000) et aux salariés français en 2011 (3 500)

5.4.3 Traductions comptables des instruments attribués

Les impacts comptables des instruments attribués sont les suivants :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur (en €)	Charge comptable 2014 (en K€)	Charge totale du plan (en K€)
05.06.2008	Option	9 759	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	27
05.06.2008	Action	17 163	Gratuite	5,73	0%	-	-	5,73	-	99
25.06.2009	Option	55 700	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,83	-	158
25.06.2009	Option	12 500	6,56	6,55	0%	40%	2,89%	2,27	-	28
25.06.2009	Action	35 700	Gratuite	6,55	0%	-	-	6,55	-	234
17.12.2009	Option	14 000	6,32	5,96	0%	40%	2,54%	2,31	-	32
17.12.2009	Action	2 000	Gratuite	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	52 500	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,47	-	130
17.06.2010	Option	23 400	6,28	6,22	0%	40%	1,83%	2,38	-	56
17.06.2010	Action	35 920	Gratuite	6,22	0%	-	-	6,22	7	223
16.06.2011	Option	27 500	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	5	84
16.06.2011	Option	20 000	11,44	9,40	0%	33%	2,37%	4,78	8	95
16.06.2011	Action	3 500	Gratuite	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
17.12.2013	Option	10 000	8,77	8,88	0%	36%	2,69%	3,05	18	30
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,15	0%	35%	2,33%	3,02	41	91
TOTAL		349 642							79	1 332

Ce tableau ne tient pas compte des 15 147 stocks options qui ont été exercés en 2014.

5.5 Droit Individuel de Formation (DIF), désormais Compte Personnel de Formation (CPF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;
- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Le volume d'heures de droit à la formation (DIF) acquis par les salariés des sociétés françaises du Groupe et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande d'utilisation s'élève à 6 246 heures au 31 décembre 2014. Le Groupe ne dispose pas du recul statistique nécessaire (très peu d'heures de formation ont été utilisées dans le cadre du DIF) et n'est par conséquent pas en mesure de chiffrer de façon fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit par les salariés. Compte tenu de la possibilité pour le Groupe d'intégrer l'essentiel du coût du droit à la formation dans son plan de formation générale, aucune provision n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2014.

Il est précisé qu'à compter du 1^{er} janvier 2015 le DIF laisse place au Compte Personnel de Formation (CPF) dont le compteur ne sera plus assuré par le Groupe mais par la Caisse des Dépôts et Consignation. La contribution du Groupe au titre du CPF (0,2% de la masse salariale des sociétés françaises) continuera à être versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assureront par conséquent, le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions salarié aux Etats-Unis

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés américains de MEDICREA USA est en place depuis le 1^{er} janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les salariés présents depuis au moins deux ans dans la Société peuvent effectuer des virements mensuels sur un compte nominatif ;
- Les sommes accumulées leur permettront, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL à un prix égal à 85% du cours de l'action ;
- Ces actions devront être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

Afin de pouvoir mettre en place ce plan au 1^{er} janvier 2015, les souscriptions ont été ouvertes en décembre 2014. 8 salariés de la filiale MEDICREA USA participent au plan 2015.

5.7 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte deux dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, dont Monsieur SOURNAC est Président, perçoit des honoraires pour les fonctions de Direction Générale de MEDICREA INTERNATIONAL assurées par Monsieur SOURNAC. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2014 pour les travaux effectués par Monsieur SOURNAC s'est élevé à 292 000 euros HT (inchangé par rapport à 2013).

Monsieur SOURNAC n'a pas perçu de la Société d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 4 000 euros en 2014 (3 429 euros en 2013).

Monsieur CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, dont il est Directeur Général, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat de prestations qui lie les deux sociétés.

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé en 2014 à MEDICREA INTERNATIONAL, au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO, 151 458 euros HT (191 314 euros HT en 2013). Il est précisé que depuis le 1^{er} janvier 2015, suite à la demande de Monsieur CAFFIERO de réduire ses activités au sein du Groupe, le montant des prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL a été significativement revu à la baisse.

Monsieur CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 4 000 euros en 2014 (3 429 euros en 2013).

5.8 Répartition des frais de personnel

Les frais de personnel se ventilent (hors dépenses d'intérimaires) de la manière suivante, après prise en compte du crédit compétitivité emploi (99 594 euros au titre de l'exercice 2014) :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Coûts des ventes	1 477 098	1 271 472	1 181 357
Frais de recherche et développement (1)	178 238	145 059	128 506
Frais de commercialisation	5 586 637	4 737 090	4 641 740
Frais administratifs	2 034 897	1 637 579	1 605 451
Total	9 276 870	7 791 200	7 557 054

(1) : correspond aux frais de personnel non activés

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 Ecart d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO. L'augmentation du solde par rapport au 31 décembre 2013 est liée au rachat de 30 % du capital de la société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, MEDICREA INTERNATIONAL étant désormais l'unique actionnaire de cette société.

En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont plus amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les écarts d'acquisition. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

6.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et de développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

6.4 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables ;
- des frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ;
- des remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis ;
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans ;
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans ;
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans ;
- les installations techniques et agencements sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre 5 et 10 ans ;
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 3 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés de divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique et de bureau), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans. Le matériel de démonstration est amorti en règle générale sur 5 ans.

6.5 Immobilisations et amortissements relatifs aux trois derniers exercices

Les immobilisations (hors écarts d'acquisition) se décomposent comme suit :

Immobilisations – En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Frais de recherche & développement	6 414 152	5 350 501	4 348 519
Brevets et droits similaires	3 463 728	3 318 865	3 158 822
Licences et logiciels	526 130	193 211	181 317
Marques	25 133	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	10 429 143	8 887 710	7 713 791
Terrains	-	-	-
Constructions	22 855	4 046	1 050
Installations techniques	3 935 289	2 571 341	2 554 967
Matériel de démonstration	684 146	638 653	548 659
Kits d'instruments	4 559 887	3 487 997	3 426 878
Matériel informatique et de bureau	1 002 030	730 322	677 299
Autres immobilisations	1 246 422	1 129 174	1 109 694
Immobilisations corporelles	11 450 629	8 561 533	8 318 547
Dépôts et cautionnements	260 344	195 762	195 115
Placements en garantie	158 357	153 550	153 550
Immobilisations financières	418 701	349 312	348 665
Total valeurs brutes	22 298 473	17 798 555	16 381 003

Amortissements et provisions – En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Amortissements immobilisations incorporelles	6 458 749	5 237 923	4 098 580
Amortissements immobilisations corporelles	5 969 339	5 087 434	4 965 690
Dépréciations immobilisations corporelles	-	-	11 000
Total amortissements et provisions	12 428 088	10 325 357	9 075 270
Total valeurs nettes	9 870 385	7 473 198	7 305 733

Sur une période de 3 années, les variations (hors écarts d'acquisition) des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Au 1^{er} janvier	7 473 198	7 305 733	7 610 276
Investissements de la période	5 190 354	2 808 796	1 640 204
Cessions de la période	(453 364)	(1 391 243)	(112 686)
Dotations aux amortissements et provisions	(2 339 803)	(1 250 088)	(1 832 061)
Au 31 décembre	9 870 385	7 473 198	7 305 733

6.6 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2014

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

En Euros	01.01.2014	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	31.12.2014
Valeurs brutes					
Frais de recherche & développement	5 350 501	-	1 068 897	5 246	6 414 152
Brevets et droits similaires	3 318 865	-	144 863	-	3 463 728
Licences et logiciels	193 211	5 340	327 579	-	526 130
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	8 887 710	5 340	1 541 339	5 246	10 429 143
Constructions	4 046	-	18 809	-	22 855
Installations techniques	2 571 341	1 175	1 362 773	-	3 935 289
Matériel de démonstration	638 653	41 155	226 873	222 535	684 146
Kits d'instruments	3 487 997	252 455	1 493 321	673 886	4 559 887
Matériel informatique et de bureau	730 322	10 203	262 731	1 226	1 002 030
Autres immobilisations	1 129 174	23 644	93 604	-	1 246 422
Immobilisations corporelles	8 561 533	328 632	3 458 111	897 647	11 450 629
Dépôts et cautionnements	195 762	10 710	57 460	3 588	260 344
Placements en garantie	153 550	-	4 807	-	158 357
Immobilisations financières	349 312	10 710	62 267	3 588	418 701
Total valeurs brutes	17 798 555	344 682	5 061 717	906 481	22 298 473

En Euros	01.01.2014	Variation taux de change	Dotations	Reprises	31.12.2014
Amortissements					
Frais de recherche & développement	3 016 478	-	904 406	206	3 920 678
Brevets et droits similaires	2 025 960	-	290 467	-	2 316 427
Licences et logiciels	173 749	5 288	18 902	-	197 939
Marques	21 736	-	1 969	-	23 705
Immobilisations incorporelles	5 237 923	5 288	1 215 744	206	6 458 749
Constructions	383	-	1 722	-	2 105
Installations techniques	1 616 399	1 058	204 534	-	1 821 991
Matériel de démonstration	395 185	2 177	135 335	132 607	400 090
Kits d'instruments	1 956 035	16 433	673 015	319 162	2 326 321
Matériel informatique et de bureau	432 514	9 334	162 715	1 142	603 421
Autres immobilisations	686 918	16 948	111 545	-	815 411
Immobilisations corporelles	5 087 434	45 950	1 288 866	452 911	5 969 339
Total amortissements	10 325 357	51 238	2 504 610	453 117	12 428 088

En Euros	01.01.2014	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2014
Valeurs nettes					
Immobilisations incorporelles	3 649 787	52	325 595	5 040	3 970 394
Immobilisations corporelles	3 474 099	282 682	2 169 245	444 736	5 481 290
Immobilisations financières	349 312	10 710	62 267	3 588	418 701
Total valeurs nettes	7 473 198	293 444	2 557 107	453 364	9 870 385

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés en 2014 portent sur :

- le développement de la gamme thoraco-lombaire, avec notamment les évolutions des systèmes d'ancrage aux vertèbres par ligaments souples (LIGAPASS®) et de traitement des pathologies occipito-cervicales (PASSOCT®) ;
- la mise en place d'une solution complète (UNiD™) incluant une application logicielle et une cellule d'assistance en temps réel permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'une cage antérieure « stand alone » IMPIX ALIF SA® destinée au traitement des pathologies dégénératives lombaires et d'un implant de corporectomie radio transparent, CARYATID®, issu de la technologie de fabrication additive.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre de l'exercice 2014 s'élève à 1 068 897 euros contre 1 016 630 euros en 2013. Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice après imputation du crédit impôt recherche et activation des dépenses s'élève à 1 379 692 euros (1 266 785 euros en 2013) y compris 904 406 euros de dotation aux amortissements concernant les frais de recherche activés (841 467 euros en 2013).

2/ Les dépenses de brevets activées en 2014 s'élèvent à 144 863 euros, pour 160 043 euros au titre de l'exercice précédent. Elles concernent principalement le système de fixation thoraco-lombaire PASSLP® et ses extensions, ainsi que les prothèses de non fusion de la gamme GRANVIA®.

3/ L'augmentation des licences et logiciels est liée à la mise en place d'un nouveau système d'informations qui devrait être opérationnel début 2015.

4/ Le Groupe poursuit le renouvellement de son parc machines avec notamment l'acquisition en 2014 d'une machine d'impression 3D de dernière génération et l'installation d'une cellule de prototypage rapide qui sera mise en service sur le 1^{er} trimestre 2015 et pour laquelle des acomptes ont été versés en 2014.

5/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

6/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis pour qui les instruments de la gamme PASSLP® ont été redesignés et renouvelés en 2014. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

7/ Les acquisitions de matériel informatique et de bureau comprennent principalement des achats de serveurs et d'équipements dans le cadre du déploiement du nouveau système d'informations.

8/ Les autres immobilisations corporelles comprennent essentiellement les installations et agencements des différents sites, ainsi que le matériel de transport.

6.7 Contrats de location

6.7.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques. Elles s'élevaient en valeur nette à 1 723 750 euros au 31 décembre 2014 contre 842 220 euros au 31 décembre 2013 et se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Installations techniques et matériels	2 683 357	1 759 097	1 492 237
Équipements informatiques	388 535	244 294	285 784
Total valeurs brutes	3 071 892	2 003 391	1 778 021
Amortissement installations techniques	1 104 494	965 705	850 253
Amortissements équipements informatiques	243 648	195 466	223 023
Total amortissements	1 348 142	1 161 171	1 073 276
Total valeurs nettes	1 723 750	842 220	704 745

L'augmentation constatée en 2014 s'explique essentiellement par l'acquisition d'une machine d'impression 3D utilisant la technologie de fabrication additive, et permettant de produire spécifiquement des implants sur-mesure en matière poreuse, en tenant compte de l'anatomie particulière de la colonne vertébrale de chaque patient obtenu après reconstruction 3D des scanners pré-opératoires.

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 1 420 084 euros au 31 décembre 2014 contre 589 536 euros au 31 décembre 2013.

Les engagements s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Valeur d'origine	3 071 892	2 003 391	1 778 021
Amortissement	(1 348 142)	(1 161 171)	(1 073 276)
<i>Dont dotation aux amortissements de l'exercice</i>	<i>(186 971)</i>	<i>(180 310)</i>	<i>(180 096)</i>
Valeur nette	1 723 750	842 220	704 745
Redevances payées			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	1 552 860	1 281 706	1 143 337
Redevances de l'exercice (1)	262 660	271 154	237 367
Total	1 815 520	1 552 860	1 380 704
Redevances restant à payer			
A un an au plus	386 662	209 449	224 768
Entre 1 et 5 ans	922 873	412 822	331 932
Au-delà de 5 ans	221 842	-	-
Total	1 531 377	622 271	556 700
Valeurs résiduelles	15 806	6 760	6 429

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernant que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

6.7.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, et se répartissent comme suit :

Sociétés	Montant du loyer annuel
MEDICREA INTERNATIONAL – Lyon	228 800 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES – La Rochelle	142 300 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES UK – Cambridge	10 500 livres sterling
MEDICREA USA – New York	355 100 dollars

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

En Euros	31.12.2014	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Loyers immobiliers et matériels	1 148 700	841 519	307 181	-

6.8 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur valeur non significative. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

NOTE 7 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Matières premières	281 250	261 417	258 346
En-cours de production	440 106	400 363	383 385
Produits semi-finis	625 615	319 106	312 118
Produits finis	6 677 120	6 038 955	6 049 939
Valeurs brutes	8 024 091	7 019 841	7 003 788
Provision pour dépréciation	(1 692 825)	(1 918 094)	(1 481 852)
Valeurs nettes	6 331 266	5 101 747	5 521 936

En valeur brute, le stock augmente de 14 % par rapport à 2013 consécutivement à l'élargissement de la gamme et à un volume important de nouveaux produits en phase d'évaluation pré-commerciale et n'ayant pas encore fait l'objet de lancement généralisé sur le marché.

Les provisions pour dépréciation par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Matières premières	16 964	17 162	21 069
En-cours de production	9 834	63 294	-
Produits semi-finis	23 547	50 368	45 436
Produits finis	1 642 480	1 787 270	1 415 347
Provisions pour dépréciation	1 692 825	1 918 094	1 481 852

La baisse des dépréciations est liée aux destructions en 2014 d'articles obsolètes et périmés entièrement dépréciés et pour lesquels les provisions correspondantes ont été reprises en résultat.

NOTE 8 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Créances clients – valeur brute	4 392 691	3 386 073	3 108 073
Provision sur créances douteuses	(11 358)	(2 500)	(98 917)
Créances clients	4 381 333	3 383 573	3 009 156
Créances sociales	25 970	21 614	16 373
Créances fiscales	1 354 602	913 737	878 560
Autres créances	485 635	210 387	122 044
Charges constatées d'avance	436 435	300 980	417 966
Autres actifs courants	2 302 642	1 446 718	1 434 943
Total créances – valeurs brutes	6 695 333	4 832 791	4 543 016
Total créances – valeurs nettes	6 683 975	4 830 291	4 444 099

Le délai moyen d'encaissement des créances clients s'établit à 56 jours au 31 décembre 2014, contre 49 jours à la clôture de l'exercice précédent, sous l'effet de conditions de règlement avec les établissements de santé qui se durcissent notamment aux Etats-Unis et en France.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité pour l'emploi et la TVA à récupérer.

Les autres créances augmentent sous l'effet d'acomptes sur commandes versés aux fournisseurs et intègrent le paiement d'une avance de 400 000 dollars dans le cadre d'un contrat de coopération avec une société informatique américaine.

NOTE 9 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Provisions pour pensions et assimilés	347 611	232 554	194 409
Provisions pour litiges	-	93 700	168 770
Provisions pour impôt	-	-	133 474
Provisions pour charges	-	5 493	15 000
Total	347 611	331 747	511 653

Les provisions pour litiges constatées au 31 décembre 2013 concernaient une affaire prudhommale avec un ancien salarié. Elles ont été reprises en totalité sur le 3^{ème} trimestre 2014 suite à la signature d'une transaction.

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Au 1^{er} janvier 2014	331 747	511 653	410 126
Dotations aux provisions	115 057	45 559	212 527
Reprises de provisions – montants utilisés	(99 193)	(182 020)	(103 986)
Reprises de provisions – montants non utilisés	-	(43 445)	(7 014)
Au 31 décembre 2014	347 611	331 747	511 653

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2014	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provisions pour pensions et assimilés	347 611	11 126	56 818	279 667
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	-	-
Total	347 611	11 126	56 818	279 667

NOTE 10 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

10.1 Endettement financier net

10.1.1 Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Emprunt obligataire	545 000	545 000	545 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 335 608	2 470 740	2 791 129
Crédit bail	1 327 899	540 109	454 607
Locations financières	92 185	49 427	66 646
Concours bancaires courants	400 000	199 801	240 099
Factoring	148 130	137 906	111 285
Intérêts courus bancaires	8 773	5 001	6 976
Intérêts courus sur emprunts	15 048	15 293	19 229
Autres dettes financières	97 224	4 290	34 730
Total	6 969 867	3 967 567	4 269 701

Au 31 décembre 2014, l'ensemble des dettes financières est contracté en euros.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués en 2014 dans le cadre des plans d'amortissement existants, et à la souscription des nouveaux emprunts suivants :

- 350 000 euros à taux fixe de 1,95 % sur une durée de 3 ans, pour financer la mise en place du nouveau système d'informations ;
- 300 000 euros à taux fixe de 4,53% sur une durée de 7 ans, dans le cadre du renforcement de la structure financière ;
- 400 000 euros à taux fixe de 3,11 % sur une durée de 5 ans, pour financer les investissements logiciels et matériels engagés pour le développement d'implants sur-mesure ;
- 463 000 euros à taux fixe de 4,64 % sur une durée de 2 ans, pour financer les frais de recherche et développement 2014 éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ;
- 1 500 000 euros à taux fixe de 2,25 % sur une durée de 4 ans, pour financer le besoin en fonds de roulement.

Par nature de taux, les emprunts auprès des établissements de crédit se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Emprunts à taux fixe	4 220 390	1 885 298	1 687 905
Emprunt à taux variable	115 218	585 442	1 103 224
Total	4 335 608	2 470 740	2 791 129

Les intérêts relatifs à l'emprunt à taux variable qui sera totalement remboursé en juin 2015, ne font plus l'objet d'une couverture de taux depuis décembre 2014.

La dette contractée sous forme de crédit-bail augmente suite à l'acquisition de matériels industriels pour 0,9 million d'euros et de matériels informatiques pour 0,1 million d'euros.

Le taux d'intérêt moyen de l'exercice 2014 s'établit à 4,24 % contre 5,21 % au titre de 2013. Ce taux tient compte des commissions versées à BPI dans le cadre des garanties octroyées sur des financements bancaires moyen terme.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2014	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	545 000	545 000	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 335 608	1 484 277	2 746 331	105 000
Crédit bail	1 327 899	310 885	802 223	214 791
Locations financières	92 185	39 508	52 677	-
Concours bancaires courants	400 000	400 000	-	-
Factoring	148 130	148 130	-	-
Intérêts courus bancaires	8 773	8 773	-	-
Intérêts courus sur emprunts	15 048	15 048	-	-
Autres dettes financières	97 224	97 224	-	-
Total	6 969 867	3 048 845	3 601 231	319 791

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillées en NOTE 15.1 « Engagements hors bilan ».

10.1.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au titre de l'exercice 2014.

10.1.3 Trésorerie et équivalents

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable. Ces dernières sont constituées principalement de Sicav monétaires détenues en garantie de financements obtenus par ailleurs.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Disponibilités	1 181 506	1 834 938	1 387 223
Valeurs mobilières de placement	-	4 191	58 879
Trésorerie et équivalents	1 181 506	1 839 129	1 446 102
Concours bancaires courants	(400 000)	(199 801)	(240 099)
Factoring	(148 130)	(137 906)	(111 285)
Trésorerie nette	633 376	1 501 422	1 094 718

10.1.4 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux derniers exercices est détaillé en page 6 des états financiers au 31 décembre 2014.

10.2 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition ;
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat ;
- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur ;
- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition ;
- instruments dérivés : le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels que les opérations de change à terme, les options de change à primes, les CAP de taux d'intérêt. L'essentiel des encours au 31 décembre 2014 couvre des flux.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

10.2.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

Rubriques	Au 31.12.2014			Au 31.12.2013		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
ACTIF EN EUROS						
Clients et comptes rattachés	C	4 381 333	4 381 333	C	3 383 573	3 383 573
Autres actifs courants (2)	C	485 635	485 635	C	210 387	210 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	1 181 506	1 181 506	A	1 839 129	1 839 129
PASSIF EN EUROS						
Trésorerie passive (3)	A	548 130	548 130	A	337 707	337 707
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	6 421 737	6 421 737	B	3 629 860	3 629 860
Instruments financiers	A	25 102	25 102	A	1 156	1 156
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	C	4 180 347	4 180 347	C	2 276 246	2 276 246
Autres passifs courants (4)	C	109 604	109 604	C	70 565	70 565

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

C : actifs et passifs évalués au coût

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

10.2.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2014 et 2013 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2014	Au 31.12.2013
Produits et (charges) constatés en résultat opérationnel		(206 363)	27 015
Dont :			
Résultat de change hors instruments financiers	B	(206 363)	27 015
Produits de placement		617	522
Dont :			
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement et intérêts sur certificats de dépôt et dépôts à terme	A	617	522
Charges de financement		(188 182)	(172 055)
Dont :			
Charges d'intérêt	B	(188 182)	(172 055)
Autres produits financiers		226 988	127 109
Dont :			
Produits d'intérêt	B	116	840
Gains de change	A	250 818	118 313
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	A	(23 946)	7 956
Autres charges financières		(457 181)	(106 632)
Dont :			
Pertes de change	A	(457 181)	(91 298)
Résultat sur instruments dérivés	A	-	(15 334)

10.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

10.3.1 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de deux matériaux, titane et Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

10.3.2 Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 56 jours au 31 décembre 2014. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2014, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 1 006 000 euros ;
- crédits documentaires (pas d'encours au 31 décembre 2014).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2014	31.12.2013
Créances clients brutes	4 392 691	3 386 073
Montant des impayés de plus de 6 mois	8 001	141 085
% du poste client	0,18 %	4,17 %
Montant des provisions clients	11 358	2 500
% du poste client	0,26 %	Non significatif
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	70	92 584

Les créances impayées de plus de 6 mois au 31 décembre 2013 ont toutes été encaissées sur le 1^{er} trimestre de l'exercice 2014.

10.3.3 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds pour un total d'environ 30 millions d'euros ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Il est cependant possible que le Groupe puisse être amené à lever des fonds supplémentaires ou mettre en place de nouveaux emprunts si des opportunités de développement de nouveaux produits ou d'acquisitions ciblées de technologies ou de sociétés se présentaient, ou si les besoins en fonds de roulement nécessaires à son expansion sur les nouveaux marchés qu'il convoite s'avéraient plus importants que prévus.

Un emprunt bancaire de 1,125 millions d'euros souscrit en juin 2010 pour 5 ans, et 2 emprunts bancaires totalisant 1,5 millions d'euros souscrits en novembre 2014 pour 4 ans comportent certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;
- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Au 31 décembre 2014, le rapport dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés est supérieur à 0,33. Cette situation ne soulève pas de problème pour l'emprunt de 1,125 millions dont il reste à rembourser 0,1 million d'euros sur le 1^{er} semestre 2015. Pour les 2 autres, le Groupe a obtenu un « waiver » de la part de l'établissement bancaire concerné, sans modification des conditions initiales des emprunts et sans coût additionnel.

Le covenant sur les dividendes n'est pas applicable, le Groupe n'ayant jamais procédé à aucune distribution.

10.3.4 Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises.

10.3.5 Risques de taux

Au 31 décembre 2014, la dette à taux variable est constituée d'un emprunt moyen terme de 1,125 millions d'euros mis en place en juin 2010, dont l'en-cours s'élève à 0,1 million d'euros et qui sera totalement remboursé sur le 1^{er} semestre 2015. Les intérêts restant à payer sur cet emprunt ne font plus l'objet d'une couverture de taux.

10.3.6 Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé 58 % de son chiffre d'affaires consolidé 2014 en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait continuer à progresser au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter près des deux tiers des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine et anglaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change ont été mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2014, se traduirait mécaniquement par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 2,1 millions d'euros et une augmentation d'environ 1,1 millions d'euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2014 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2014 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

10.4 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Intérêts sur emprunts	106 140	82 208	87 465
Intérêts sur obligations	38 150	38 150	17 829
Intérêts sur location financement	23 510	21 663	21 075
Garantie BPI sur emprunts	15 206	15 450	26 139
Intérêts sur factoring	3 337	3 360	3 375
Intérêts sur découverts	1 016	2 889	7 320
Autres charges / (produits) financiers	823	7 493	7 910
Coût de l'endettement financier net	188 182	171 213	171 113
Gains / (pertes) de change	(230 300)	19 624	59 131
Plus-value latente sur VMP	724	533	1 523
Autres produits / (charges) financiers	(229 576)	20 157	60 654

NOTE 11 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants évoluent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Dettes fournisseurs	4 180 347	2 276 246	2 252 132
Dettes sociales	1 567 927	1 139 663	1 088 437
Dettes fiscales	310 969	378 498	330 340
Autres passifs courants	109 604	70 565	54 284
Autres passifs courants	1 988 500	1 588 726	1 473 061
Total dettes d'exploitation	6 168 847	3 864 972	3 725 193

Au 31 décembre 2014, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

La croissance des dettes fournisseurs est directement liée à la hausse de l'activité sur le 2^{ème} semestre 2014.

L'augmentation des dettes sociales est à rapprocher de l'augmentation significative des effectifs du Groupe présentés en note 5.1.

NOTE 12 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, détenue désormais à 100% (70% au 31 décembre 2013) sera intégrée à compter du 1^{er} janvier 2015. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt ont été comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche a été constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 536 622 euros (462 149 euros en 2013).

12.1 Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2014, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Résultat net consolidé	(1 049 889)	393 252	(1 207 723)
Impôts sur les résultats	(349 713)	(894 627)	(303 675)
Résultat avant impôts	(700 176)	1 287 879	(904 048)
Paiement en actions	(79 422)	(92 304)	(263 603)
Résultat imposable	(620 754)	1 380 183	(640 445)
Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi	(637 283)	(525 092)	(308 349)
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	(193 638)	(101 332)	(65 189)
Résultat imposable hors ajustements	(1 451 675)	753 759	(1 013 983)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 33,33 %	483 843	(251 228)	337 961
Ecart de taux sociétés étrangères	(18 971)	789	(5 147)
Impôts sur différences permanentes	(129 098)	(77 608)	(44 577)
Déficits reportables non activés	(452 035)	(543 722)	(462 741)
Utilisation de déficits reportables non activés	390 178	-	-
Correction de déficits antérieurs	112 975	19 621	(47 805)
Correction de taux d'imposition	(8 593)	-	-
Plafonnement des impôts différés actifs	(594 601)	40 205	(15 497)
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	(193 638)	(101 332)	(65 189)
Autres	60 227	18 648	(680)
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	(349 713)	(894 627)	(303 675)

12.2 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Déficits fiscaux reportables	400 212	493 633	1 137 240
Retraitements de consolidation	202 385	(260 301)	(178 424)
Total impôts différés actifs	602 597	233 332	958 816
Différences temporaires fiscales	94 463	72 869	24 329
Retraitements de consolidation	620 908	145 504	126 228
Total impôts différés passifs	715 371	218 373	150 557

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles-ci sont intégralement récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les sociétés françaises. Par ailleurs, pour ces mêmes sociétés, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 8,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 dont 6,2 millions de pertes reportables non constatées et 2,2 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les déficits fiscaux dont bénéficie le Groupe sont les suivants :

En Euros	31.12.2014	dont activés	impôts différés correspondants
Intégration fiscale MEDICREA INTERNATIONAL	17 167 189	-	-
MEDICREA UK	1 146 775	1 057 985	211 597
MEDICREA USA	538 899	538 899	188 615
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	10 809	-	-
Total des déficits fiscaux disponibles	18 863 672	1 596 884	400 212

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2014
Déficits fiscaux reportables au 1^{er} janvier 2014	493 633
Correction pertes reportables – MEDICREA USA	112 975
Utilisation pertes reportables – MEDICREA USA	(202 355)
Utilisation pertes reportables – MEDICREA TECHNOLOGIES UK	(4 041)
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2014	400 212

L'augmentation des impôts différés actifs est due aux retraitements de consolidation pratiqués en matière d'avantages au personnel et de marges intragroupes ainsi qu'aux déficits fiscaux activés.

L'augmentation des impôts différés passifs est principalement liée aux différences de traitement relatives aux locations financements.

Dans les deux cas, ces augmentations sont impactées par le plafonnement des impôts différés actifs aux impôts différés passifs, sur le périmètre des sociétés françaises.

12.3 Contrôle fiscal

La société MEDICREA TECHNOLOGIES a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2012 et 2013, par suite étendue aux exercices 2006 à 2011. La proposition de rectification a été reçue après le Conseil d'Administration d'arrêté des comptes. L'administration Fiscale considère que les redevances comptabilisées en charge et versées à des chirurgiens en rémunération de l'acquisition par la société des droits d'inventeur après signature d'un contrat de cession de droits, ne revêtent pas le caractère de charges d'exploitation au sens de l'article 39-1 du CGI et de la jurisprudence du Conseil d'Etat, et qu'ainsi les droits d'inventeurs acquis doivent être

comptabilisés comme des actifs incorporels amortis sur la durée de versement des redevances. En substance, cette rectification qui identifie un total de redevances de 1 315 718 euros sur les exercices 2006 à 2013, non admises en déduction du résultat fiscal n'a pas d'impact sur la situation financière de la société et du Groupe, puisque des dotations aux amortissements des actifs incorporels d'un montant équivalent doivent être comptabilisées en lieu et place des redevances d'exploitation. Par contre elle modifie substantiellement la façon dont ces redevances à compter de l'exercice 2015 devront désormais être enregistrées dans les états financiers.

NOTE 13 : INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT DU GROUPE

Les variations de change n'ont pas d'incidence sur la comparabilité des états financiers des exercices 2014 et 2013. Le taux moyen de conversion EUR / USD s'élève à 1,335 en 2014, contre 1,325 en 2013.

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

14.1 Capitaux propres

14.1.1 Capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice, le capital social est composé au 31 décembre 2014 de 8 481 405 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 357 024,80 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Nombre d'actions autorisées	8 481 305	8 467 505	8 458 005
Nombre d'actions de préférence	100	-	-
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 481 305	8 467 505	8 458 005
Nombre d'actions non encore libérées	-	-	-
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	8 481 405	8 467 505	8 458 005
Nombre d'actions à droit de vote double	2 744 677	2 473 956	2 750 802
Nombre d'actions détenues en autocontrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	2 722	-	-

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL sur la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2014, le capital social était composé de 8 467 505 actions pour un montant de 1 354 800,80 euros.
- Pour mémoire le 17 décembre 2013, après émission de 2 000 actions nouvelles correspondant à la livraison aux salariés anglais d'actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration en décembre 2009, le capital social a été porté à 8 469 505 actions pour un montant de 1 355 120,80 euros. L'augmentation de capital a bien été constatée dans les comptes au 31 décembre 2013, mais les titres correspondants n'ont été créés qu'en janvier 2014. De ce fait, le nombre de titres composant le capital social au 31 décembre 2013 s'élevait à 8 467 505 actions.

- Le 18 juin 2014, après émission de 11 800 actions nouvelles correspondant à la livraison aux salariés anglais et américains d'actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration en juin 2010, le capital social est porté à 8 481 305 actions pour un montant de 1 357 008,80 euros.
- Le 17 décembre 2014, après émission de 100 actions de préférence présentant des caractéristiques et droits particuliers, le capital social est porté à 8 481 405 actions pour un montant de 1 357 024,80 euros. Il est à noter que la constatation de l'augmentation de capital résultant de cette émission d'actions de préférence, n'est pas formalisée au 31 décembre 2014.

14.1.2 Actions de préférence

L'Assemblée Générale du 17 décembre 2014 a décidé de créer 100 actions de préférence au profit de la société MMCO, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé au 14 Porte du Grand Lyon, 01700 NEYRON.

Ces actions de préférence seront convertibles en actions ordinaires de MEDICREA INTERNATIONAL, déterminées par référence au cours moyen pondéré des volumes de l'action MEDICREA INTERNATIONAL entre le 17 septembre 2018 et le 17 décembre 2018. Le nombre maximum d'actions ordinaires de la Société pouvant résulter de la conversion de l'ensemble des actions de préférence est de 210 000, soit 2,5% du capital de la Société à la date de l'Assemblée Générale. Ces actions de préférence ne disposent pas du droit de vote et ne bénéficient d'aucun droit de participation aux dividendes. Elles ne sont pas inscrites à la côte d'Alternext.

14.1.3 Actions auto-détenues

Les actions MEDICREA détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés, quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi selon la méthode premier entré-premier sorti (FIFO) à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquels le calcul est effectué par plan, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

Au cours de l'exercice 2014, le contrat de liquidité portant sur les actions MEDICREA cotées sur Alternext et antérieurement administré par la société ORCHARD INTERNATIONAL a été transféré à la société MEDICREA INTERNATIONAL.

14.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en page 7 des états financiers au 31 décembre 2014. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2014.

14.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

Néant.

14.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Néant.

14.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Le résultat par action de base et dilué évolue comme suit :

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Résultat net part du Groupe	(1 022 923)	470 675	(1 151 067)
<i>Nombre moyen d'actions en circulation sur l'exercice</i>	8 475 542	8 452 505	8 372 214
<i>Nombre moyen d'actions auto-détenues sur l'exercice</i>	(778)	-	-
Nombre moyen d'actions pris en compte avant dilution	8 474 764	8 452 505	8 372 214
Résultat par action	(0,12)	0,06	(0,14)

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Résultat net part du Groupe	(1 022 923)	470 675	(1 151 067)
<i>Nombre moyen d'actions pris en compte avant dilution</i>	8 474 764	8 452 505	8 372 214
<i>Effet de dilution des plans d'options</i>	248 718	396 871	408 880
Nombre moyen d'actions pris en compte après dilution	8 723 482	8 849 376	8 781 094
Résultat par action après dilution	(0,12)	0,06	(0,14)

Au 31 décembre 2014, les actions de préférence n'ont pas été prises en considération dans la détermination de l'effet de dilution, les critères de conversion n'étaient pas satisfaits. En cas de conversion des actions de préférence, le nombre maximum d'actions ordinaires susceptibles d'être créées est de 210 000 actions.

NOTE 15 : AUTRES INFORMATIONS

15.1 Engagements hors bilan

15.1.1 Engagements donnés dans le cadre de crédit moyen terme

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Nantissements de fonds de commerce (1)	7 572 500	4 025 000	4 554 000
Gages sur instruments financiers (2)	153 550	153 550	203 550
Garanties solidaires (3)	300 000	700 000	560 000
Gages espèces (4)	37 500	22 500	22 500

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires (principal + intérêts y compris le nantissement de 1,3 millions d'euros non encore levé relatif à la ligne moyen terme de décembre 2009 totalement remboursée)

(2) Sicav monétaires garantissant une caution bancaire pour paiement de loyers

(3) Garanties sur crédits de trésorerie

(4) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 750 000 euros

15.1.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédit court terme

En Euros	31.12.2014	31.12.2013	31.12.2012
Cessions de créances commerciales – Dailly	400 000	300 000	300 000
Avals et cautions divers	307 239	-	61 057
Contre garanties BPI (1)	1 492 156	1 423 865	1 566 317

(1) contre-garanties accordées par BPI à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur des partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2014 s'élève à 245 000 euros.

15.1.3 Autres engagements

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe a lancé en coopération avec une société informatique américaine, le développement conjoint d'un logiciel spécifique permettant de concevoir des implants sur mesure pour la colonne vertébrale, destinés à être ensuite fabriqués et commercialisés de manière exclusive par MEDICREA pour une durée initiale de 4 ans. Les conditions contractuelles prévoient le paiement par MEDICREA d'une redevance sur le chiffre d'affaires des produits commandés au travers du logiciel. Les parties ont convenu du paiement annuel par MEDICREA d'un montant d'avances sur redevances de 400 000 dollars pendant toute la durée du contrat. Ainsi, les redevances dues par MEDICREA au titre du contrat viendront s'imputer sans limitation de durée sur les avances sur redevances déjà perçues par le partenaire américain.

En application des normes IFRS, les avances sur redevances qui seront versées par MEDICREA constituent un actif, qui sera étalé en résultat au rythme des prestations réalisées et des redevances versées. Les montants déjà versés qui s'élèvent à 400 000 dollars ont été enregistrés en autres créances au 31 décembre 2014.

15.2 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

	31.12.2014			31.12.2013		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Orchard International (1)	1 727 490	20,33	30,11	1 727 490	20,40	30,93
Jean Philippe Caffiero	246 089	2,90	4,24	247 589	2,92	4,37
Denys Sournac	202 054	2,38	3,47	202 054	2,39	3,56
Autres Administrateurs						
François Régis Ory (2)	108 652	1,28	0,97	96 333	1,14	0,88
Patrick Bertrand (2)	93 392	1,10	0,96	96 080	1,13	1,14
Pierre Burel (2)	91 707	1,08	1,48	-	-	-
Christophe Bonnet	52 128	0,61	0,91	52 128	0,62	0,93
Jean Joseph Moreno	22 900	0,27	0,34	22 900	0,27	0,35
Marc Recton	18 752	0,22	0,28	12 500	0,15	0,23
Total	2 563 164	30,17 %	42,76 %	2 457 074	29,02 %	42,39 %

(1) : Actions détenues par la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2014 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile Denys Sournac Company	57,15 %
- Société civile PLG Invest (Jean Philippe CAFFIERO)	37,67 %
- Améliane SAS	5,01 %
- Christelle Lyonnet	0,14 %
- Denys Sournac	0,03 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

15.3 Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5.7 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

En Euros	Montant HT facturé 2014	Montant HT facturé 2013	Montant HT facturé 2012
Prestations management	292 000	432 000	292 000
Refacturation personnel	151 500	151 498	151 498
Refacturation directeur délégué	151 458	191 314	171 312
Refacturation frais directeur délégué	6 681	32 685	48 283
Quote part sur frais	11 000	11 000	11 000
Loyer et charges locatives	20 464	43 223	20 317
Total	633 103	861 720	694 410

15.4 Honoraires des commissaires aux comptes

En Euros	Cabinet Henri Roche				EY				Odiceo			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
AUDIT												
Emetteur	-	21 600			44 000	44 500			22 100	-		
Filiales intégrées (1)	7 350	6 800			18 000	16 500			11 000	10 500		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	7 350	28 400	100%	100%	62 000	61 000	95%	100%	33 100	10 500	100%	100%
Emetteur	-	-			3 000	-			-	-		
Filiales intégrées (1)	-	-			-	-			-	-		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	-	-	0%	0%	3 000	-	5%	0%	-	-	0%	0%
SOUS-TOTAL AUDIT	7 350	28 400	100%	100%	65 000	61 000	100%	100%	33 100	10 500	100%	100%
AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREES												
Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL AUTRES PRESTATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7 350	28 400	100%	100%	65 000	61 000	100%	100%	33 100	10 500	100%	100%

(1) MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE et MEDICREA USA.

15.5 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.